

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 33/3 (2006)

DOI: 10.11588/fr.2006.3.50247

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Archiven bleibt der Leser oft im unklaren, welche Akten denn eingesehen wurden. So erwähnt er weder in der Bibliographie noch im Text selbst, welche Dokumente er im »Deutschen Rundfunkarchiv« konsultiert hat. Ärgerlich, sind auch die falschen Quellenangaben in den Anmerkungen, was besonders bei den deutschsprachigen Artikeln auffällt.

Bei aller Kritik ist dennoch anzuerkennen, daß Maréchal diese einst so bedeutende und umstrittene Journalistin vor dem Vergessen bewahrt hat. Seiner Meinung nach sind ihre Arbeiten eine wertvolle Quelle zur Erforschung der öffentlichen Meinung Frankreichs im 20. Jh., wurden ihre Artikel und Sendungen doch täglich von Millionen von Franzosen aufmerksam verfolgt. Die Frage ist noch nicht ausreichend beantwortet, warum gerade sie zu einer der bedeutendsten und einflußreichsten Journalistinnen der Zwischenkriegszeit werden konnte. Im ersten Zugriff konnte ihr Lebenswerk nicht erschöpfend behandelt werden und bietet noch viel Material für weitere Recherchen.

Ute LEMKE, Chambéry

Zeitgeschichte als Problem. Nationale Traditionen und Perspektiven der Forschung in Europa, publié par Alexander NÜTZENADEL et Wolfgang SCHIEDER, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2004, 336 p. (Geschichte und Gesellschaft, Sonderheft 20). ISBN 3-5253-6420-2, EUR 39,90.

Thème d'un colloque réuni en juillet 2000 à l'université de Cologne, cet ouvrage traite du problème de l'histoire du temps présent dans une perspective européenne. L'introduction et les treize contributions montrent qu'en dépit d'une importante évolution, la discipline n'est pas encore parvenue à un consensus général sur ses limites chronologiques, ses thèmes et les bases méthodologiques. Sans prétendre à l'exhaustivité, les auteurs se proposent d'intégrer le débat allemand dans un cadre européen et de promouvoir ainsi la base d'une recherche historiographique transnationale. Entreprise difficile puisqu'à partir de démocraties »postfascistes« (Allemagne, Italie et, dans une certaine mesure, Autriche et Espagne) les contributeurs abordent des pays d'Europe occidentale (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas et la Suisse) qui n'auraient pas subi de profondes césures avant d'examiner le groupe d'Europe orientale dont la culture historique porte l'empreinte du système soviétique.

À suivre Martin GEYER l'histoire du temps présent de la RFA aurait ouvert la brèche aux innovations théoriques, qui auraient largement influencé la discipline des autres pays en même temps que se développait une culture historique républicaine en RFA. Culture dépassant largement le temps présent avec le débat sur le national-socialisme. Évolution analogue en Italie sur l'héritage du fascisme (Lutz KLINKHAMMER). Même si le consensus fondateur de la République s'appuyait essentiellement sur le combat de la Résistance des années 1943–1945 avant l'introduction du révisionnisme portant sur la période fasciste par Renzo de Felice dans les années soixante. On ne s'étonnera pas du retard de l'Autriche, évoqué par Ernst HANISCH à aborder l'histoire du nazisme, longtemps présentée comme extérieure par celle qui se considérait comme »première victime« de sa politique d'agression. Le changement de génération dans les années 70 et l'introduction de l'histoire sociale et culturelle ouvrirent la voie à l'intégration de l'histoire du nazisme dans l'histoire autrichienne.

L'Espagne, constatent Walter BERNECKER et Sören BRINKMANN n'a pas connu de recherche d'histoire du temps présent jusqu'à la fin du franquisme en 1975. Dans les années suivantes de transition, les recherches sur la guerre civile et le franquisme restèrent taboues afin de faciliter la réconciliation des anciennes élites avec l'État démocratique. Quoique bien enracinée dans les universités, la discipline resta hétérogène et dominée par l'histoire régionale.

Dans les vieilles démocraties d'Europe occidentale, son institutionnalisation resta longtemps tributaire de la perception de la continuité de l'histoire nationale. De ce fait, l'histoire du temps présent se constitua essentiellement à partir des débats venus de l'extérieur. Les



historiens britanniques, note Detlev MARES s'intéressent particulièrement aux totalitarismes européens comme à leur répercussion sur le royaume et l'empire. Discipline également longtemps marginale en France, selon Rainer HUDEMANN en raison du rôle dominant de l'école des Annales, privilégiant la longue durée. Comme en Grande-Bretagne, les problèmes extérieurs figurent au premier plan: controverse sur les liens entre collaboration française et régime d'occupation; perte d'influence depuis la décolonisation et la guerre d'Algérie. Même phénomène au Pays-Bas selon Christoph STRUPP où l'historiographie après 1945 se concentra sur les effets de la guerre et de l'occupation nazie de leur pays sans réflexion critique sur le comportement autochtone. L'absence d'une telle réflexion de la Suisse sur son passé tient, selon Christof DIPPER, au mythe national d'une heureuse exception dans l'histoire européenne. La stabilité fondée sur un ordre fédéral libéral, la neutralité à l'extérieur et les succès économiques auraient assuré une légitimité d'État seulement contestée par des outsiders. Ce n'est, là aussi, qu'avec le changement de génération qu'émerge la critique de l'idéalisation; mise à mal par la révélation des implications de la Suisse dans la politique du III<sup>e</sup> Reich allant de la collaboration économique à la politique drastique à l'encontre de ses victimes particulièrement juives.

Selon la conception marxiste léniniste longtemps dominante en URSS et dans les «pays frères», l'histoire du socialisme apparaissait comme partie d'un processus perpétuel orienté vers un état final utopique. D'où l'absence jusque dans les années 1980 de tout débat sur l'histoire du temps présent. Il y eut certes des travaux sur l'histoire de l'URSS. Mais ce n'est qu'en 1991, avec la *perestroïka*, qu'apparaît une réorientation ainsi qu'une ouverture scientifique. Mais, en reprenant la théorie du totalitarisme, cette historiographie, note Stefan PLAGGENBORG, ne tient pas assez compte des variations entre les différentes périodes du système soviétique.

La question se pose différemment pour les autres pays d'Europe orientale. La Tchécoslovaquie (Martin SCHULZE-WESSEL) a connu/dès les années 20 une historiographie du temps présent avec des concentrations successives après 1945 sur «la lutte de libération nationale», un réformisme pluraliste lors du printemps de Prague, puis l'exil et les *samizdat* jusqu'à la révolution de velours en 1989. Avec cependant une tendance à privilégier l'histoire nationale. La Pologne a également connu une histoire non officielle du temps présent à côté de l'historiographie marxiste officielle. Mais, là aussi, observe Rafal STOBIECKI, il fallut attendre 1989 pour une recherche dégagée d'une perception manichéenne du «système socialiste» et de la dichotomie de l'occupation nazie. Notamment concernant la persécution des juifs. La Hongrie, affirme Arpad v. KLIMO, a déjà connu l'histoire contemporaine au XIX<sup>e</sup> siècle. Avec, il est vrai, une forte fonction de légitimation. Quant à la RDA, présentée par Martin SABROW, elle constitue un cas particulier puisque confrontée plus fortement à la recherche occidentale. La distinction, introduite en 1969 par Erich Honecker entre une identité spécifique de la RDA et la RFA intégrée dans l'histoire générale, permit à une nouvelle génération d'historiens d'affaiblir l'instrumentalisation du SED avec la professionnalisation et l'ouverture méthodologique de l'histoire sociale et culturelle.

Au total, cet ouvrage, à défaut d'une image uniforme, révèle un certain nombre de convergences. À ce stade, la comparaison des discours nationaux, ne permet pas encore, reconnaissent leurs initiateurs, de parler d'une histoire européenne. Peut-être faudra-t-il aussi pratiquer davantage la confrontation avec les historiens des pays concernés. Ce qui, dans le cas présent, ne semble être le cas que pour certains pays d'Europe orientale.

Rita THALMANN, Paris